

Luttes sans précédent chez McDonald's

dimanche 4 novembre 2018, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2018).

Sommaire

- [Une McManif inédite pour \(...\)](#)
- [McDonald's Marseille : patron-](#)
- [McDonald's : de victoire \(...\)](#)

Une McManif inédite pour un Big succès



Crédit Photo : DR.

Cela fait près d'un an que McDonald's connaît des luttes sans précédent, par leur longueur comme par leur force, dans plusieurs régions de France. Le 23 octobre dernier, une manifestation s'est élancée depuis la gare de Saint-Quentin-en-Yvelines en direction du siège de l'enseigne de restauration rapide situé à Guyancourt.

Plus de 150 personnes ont participé : en premier lieu, des salariéEs de McDo venus de la région parisienne, de Marseille, du Nord et de Rouen et leurs syndicats CFDT, CGT et SUD. Beaucoup de jeunes aussi, qu'ils soient de l'UNEF ou de l'UNL mais aussi de plusieurs organisations de jeunesse comme Génération.s ou la Jeunesse communiste, ainsi que La France insoumise et le NPA.

Ils et elles se mobilisaient pour exiger l'augmentation des salaires, le respect des libertés syndicales ainsi que l'arrêt de l'évasion fiscale par laquelle la compagnie spolie son personnel et la collectivité : autant de revendications que McDonald's ne peut traiter plus longtemps par le mépris face à une contestation qui s'enracine et s'étend.

Convergence

La direction de l'enseigne, calfeutrée dans ses hautes tours de verre sous la protection de vigiles et de la police, a beau ne pas avoir montré le bout de son nez, ses oreilles ont dû siffler pendant les interventions des participantEs : en effet, une telle concentration de travailleurEs de McDo en lutte est inédite, tout comme l'est la durée de la bagarre dans les restaurants marseillais, qui ont pris la parole, contre leur changement de franchiseur. Au terme d'une nouvelle audience de justice longue et électrique le 18 octobre dernier, ils seront fixés sur leur sort le 29 novembre prochain.

Les déléguéEs de l'intersyndicale McDo Paris Nord ont fait, eux, état de la décision favorable, après 8 mois d'attente suite au recours de leur employeur, de la ministre du Travail qui reconnaît la discrimination syndicale dont ils font l'objet. À noter aussi le soutien et les prises de parole des

postiers et postières du 92, qui assuraient également l'intendance avec leur brio habituel, des cheminotEs CGT de Versailles, de Solidaires et de la CNT-SO.

LD

Créé le Vendredi 2 novembre 2018, mise à jour Vendredi 2 novembre 2018, 11:36 :
<https://npa2009.org/actualite/entreprises/une-mcmanif-inedite-pour-un-big-succes>

McDonald's Marseille : patron-voyou, méthodes mafieuses

C'est l'histoire du grand gros McDo qui est tombé sur des salariéEs prêts à ne rien lâcher.



Crédit Photo : DR.

Rien à brader ! Non aux licenciements (même déguisés)

Marseille, 7 mai 2018. M. Brochiero décide de céder la franchise de ses 6 restaurants McDonald's à Marseille. L'un doit être repris par Hali Food, restauration asiatique halal, les 5 autres par M. Abbassi, qui possède déjà de nombreux restaurants McDonald's dans la cité phocéenne. Très vite, les salariéEs se rendent compte qu'il s'agit d'une escroquerie. Le projet Hali Food n'est absolument pas viable, il s'agit d'un plan social déguisé. Quant à la cession des 5 autres McDo, il s'agit surtout d'aligner les droits de leurs salariéEs, à la baisse, sur ceux des franchises appartenant déjà à M. Abbassi.

Une histoire qui a commencé plus tôt. Une histoire faite de luttes qui arrachent une à une des droits et des avantages supplémentaires. Un 13^e mois ou une mutuelle digne de ce nom, cela finit par agacer Ronald McDonald's. Il doit absolument mettre fin aux ignobles privilèges de ces travailleurEs gagnant souvent des sommes astronomiques situées entre 800 et 1 000 euros par mois ! Sûrement question de survie pour le pauvre petit McDo France, qui ne regardait pas d'un très bon œil le coût des nouveaux acquis de ses salariéEs pendant que les autres employéEs d'ailleurs, de McDo France ou des franchisés, discutaient avec intérêt des droits et autres primes que leurs collègues avaient arrachés. Pour en finir avec les revendications, les droits, les représentants du personnel et les syndicalistes des McDo de Mr. Brochiero, il a été décidé de licencier le plus possible, de faire pression, de vendre et de faire taire par tous les moyens. Mais là où McDo et ses exécutants ne voyaient que des petitEs salariéEs venus des quartiers populaires, ils ont bien du acter qu'il fallait affronter une solidarité exemplaire qui n'allait pas tarder à leur mettre plus d'un bâton dans les roues.

Méthode fascistes et mafieuses

Le 7 septembre, la justice reconnaît que la reprise par Hali Food n'est pas viable et acte dans ce projet la collusion entre les différents repreneurs et propriétaires. Voilà M. Abbassi toujours visé par des enquêtes en cours, et embarrassé d'un paquet de salariéEs dont l'abnégation n'a d'égal que le capital de son patron, McDo France. En effet, alors qu'il a tout intérêt à faire taire ses salariéEs, surtout celles et ceux qui voudraient l'empêcher de brader leurs droits ou de bafouer le simple code du travail, menaces, coups, agressions et pressions diverses se multiplient dans les restaurants (actuels et futurs) de Mr Abbassi. Plus la bataille judiciaire avance pour les salariéEs, plus Mr Abbassi est empêtré dans ces procès, plus la violence qui s'abat sur les travailleurEs des McDo redouble. Pour se protéger, les salariéEs exercent leur droit de retrait, beaucoup n'osent plus sortir seuls tant les agressions et les menaces sont nombreuses.

Pour les représentantEs du personnel ou des sections syndicales c'est encore pire, braquage à main armée pour terroriser, coups à répétition, menaces diverses, le scénario est tel qu'il semble dépasser la réalité. Alors que rien de tel ne s'était jamais produit, on se retrouve obligé de s'enfermer dans le restaurant pour se protéger. À qui profitent ces actes ? Nous n'oserions l'écrire au risque d'être accusé de diffamation et préférons laisser le soin à chacun de mener cette insurmontable enquête à suspens. Nous préférons rappeler que la solidarité entre et avec les salariéEs des McDo ne cesse de grandir et de gagner du terrain, un terrain local, national et international, une solidarité venue tant des postiers de région parisienne que des salariés du Kansas ou des McDo du monde entier réunis à Londres début octobre. Le grand gros McDo qui se gave de profit serait-il tombé sur un os trop difficile à digérer ?

Pour nous rendez-vous est pris : le 18 octobre il faudra être nombreux.ses pour soutenir les salariéEs des McDo lors de la prochaine étape judiciaire au TGI de Marseille !

Correspondante

Créé le Vendredi 5 octobre 2018, mise à jour Vendredi 5 octobre 2018, 12:31 :

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/mcdonalds-marseille-patron-voyou-methodes-mafieuses>

McDonald's : de victoire en victoire



Crédit Photo : DR.

Dans la nouvelle manche du combat qui oppose depuis plusieurs mois les David des quartiers nord de Marseille au Goliath de la restauration rapide, c'est la multinationale qui vient de mordre la poussière.

La justice a annulé, le 7 septembre dernier, la cession du restaurant McDonald's de Saint-Barthélémy à un obscur repreneur dont la vraie feuille de route était de liquider ce bastion syndical.

Des luttes qui forcent l'admiration

Les 77 salariéEs du site peuvent respirer et appuyer davantage leurs collègues des cinq autres restaurants, dont le changement de franchiseur est pour le moment validé par le juge dans l'attente d'un nouveau recours.

Dans le même temps, on apprenait que la ministre du Travail n'a pas donné suite au recours formé par McDonald's France suite au refus de transfert des salariéEs protégés du restaurant parisien des Champs-Élysées (voir l'Anticapitaliste n°413).

En effet, cette demande a d'abord été refusée par l'inspection du travail en décembre 2017, après que celle-ci a démontré que la compagnie avait passé ce restaurant en franchise à la seule fin de se débarrasser des éluEs CFDT et Sud qui y travaillent. Sans doute que M^{me} Pénicaud, suite aux réactions provoquées par l'autorisation de licenciement de notre camarade Gaël Quirante en mars dernier, ne voulait pas prendre à nouveau une décision en faveur d'un employeur renommé, et ce à l'encontre de l'avis de ses services...

Constitution d'un vaste front social et politique, droit à l'emploi, remise en cause du droit de propriété et auto-organisation des salariéEs : ces deux luttes forcent non seulement l'admiration mais portent des valeurs que nous, anticapitalistes, ne pouvons que partager !

LD

Créé le Jeudi 13 septembre 2018, mise à jour Vendredi 14 septembre 2018, 08:36 :

<https://npa2009.org/actualite/entreprises/mcdonalds-de-victoire-en-victoire>
